



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

catégorie A

Question écrite n° 95823

Texte de la question

M. Jean-Michel Boucheron attire l'attention de M. le secrétaire d'État auprès du ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État, chargé de la fonction publique, sur le corps des ingénieurs des travaux publics de l'État (TPE). Ce corps intervient au sein de l'État et des collectivités territoriales dans de multiples missions techniques tant en matière d'urbanisme que d'aménagement, d'environnement, de logement ou de politique de la ville. Les cadres de TPE dénoncent aujourd'hui une fragilisation de leurs services du fait notamment du manque de moyens. Il lui demande de préciser les intentions du Gouvernement sur l'avenir de ce corps de métier. Il souhaiterait également connaître les intentions du Gouvernement sur une éventuelle réforme du statut des ingénieurs des TPE afin de pérenniser leur présence sur des postes d'encadrement supérieur et de faciliter leur mobilité inter-fonctions publiques.

Texte de la réponse

Le décret n° 2005-1727 du 30 décembre 2005 a fixé les conditions d'intégration dans les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale des fonctionnaires de l'État, en application des dispositions de l'article 109 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales. Il dresse ainsi les principes généraux d'homologie entre corps et cadres d'emplois d'accueil, après une comparaison approfondie des carrières détenues dans la fonction publique de l'État et celles des cadres d'emplois de la fonction publique territoriale. Afin de faciliter l'accueil en détachement des ingénieurs d'État, des échelons provisoires ont été mis en place et ne sont accessibles qu'aux agents de l'État concernés par la décentralisation, au moment où ils accèdent au cadre d'emplois, puis, une fois intégrés, à l'occasion de leur avancement d'échelon ou de grade. Ils ont permis l'accueil des ingénieurs de l'État détachés dans des emplois fonctionnels d'ingénieurs en chef des travaux publics de l'État et qui n'ont pas changé de fonction à l'occasion du transfert. Par ailleurs, la loi n° 2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique est venue faciliter la mobilité interfonctions publiques en diversifiant les outils de mobilité disponibles.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Michel Boucheron](#)

Circonscription : Ille-et-Vilaine (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 95823

Rubrique : Fonction publique de l'état

Ministère interrogé : Fonction publique

Ministère attributaire : Fonction publique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 décembre 2010, page 13456

Réponse publiée le : 1er février 2011, page 1011